Négociations

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 19 October 1933

Il ne s'agit pas de l'indépendance de l'Égypte ; cette époque, du moins pour l'instant, est passée, celle où les ministères s'occupaient, ou pouvaient s'occuper, de négocier l'indépendance de l'Égypte, et nous sommes entrés — grâce à Dieu — dans une heureuse époque où les ministères sont occupés par des affaires plus graves que l'indépendance, d'un effet plus considérable sur la vie de l'Égypte que l'indépendance elle-même. Si un ministère trouve l'occasion de penser à l'indépendance et à son achèvement, il n'y pense que pour l'insérer dans l'une de ces déclarations que l'on publie à la formation des ministères, ou dans un discours du trône à l'ouverture de la session parlementaire. Il peut arriver qu'un ministère éprouve l'envie de parler aux Anglais de l'indépendance, pour se voir opposer un refus poli ; s'il insiste, le refus se durcit ; s'il insiste encore, ses fils sont coupés, ses portes fermées, et le chemin de sa propre démission ou de sa révocation lui est ouvert ; ainsi les négociations sur l'indépendance sont chose que les ministères redoutent, de crainte qu'elles ne leur coûtent leur survie et n'abrègent leur vie.

Il ne s'agit pas non plus de ces négociations dont je veux parler, de l'abolition des Capitulations ; le dictateur déchu qui a chuté du pouvoir attendait que l'Angleterre se libère de ses autres préoccupations pour s'en servir dans l'abolition des Capitulations, mais il tomba avant que les Anglais n'aient trouvé cette liberté, et le ministère actuel n'était pas plus tôt levé que l'Allemagne lançait sa bombe à Genève, compliquant les affaires internationales et retenant les Anglais, loin des Capitulations et du ministère d'Abdel Fattah Yehia Pacha, comme ils l'avaient été retenus, loin des Capitulations et du ministère de Sidqi Pacha. Les Capitulations ne seront donc pas le sujet des négociations dont je veux vous parler à présent.

La question de la dette publique n'est pas non plus le sujet de ces négociations ; la question de la dette est devant les tribunaux, et le nouveau ministre des Finances préfère attendre, car il veut connaître, d'une part, la décision de la justice, et parce que, d'autre part, il ne peut pas ressentir la même confiance que Sidqi Pacha ressentait dans l'avis des conseillers royaux égyptiens. Il doit consulter à la place des hommes

de loi et de finances européens. Les conseillers égyptiens peuvent conseiller des hommes ordinaires comme Sidqi Pacha et ses semblables ; mais les ministres vraiment éminents, les hommes distingués, exigent des conseillers d'une tout autre substance, d'une autre étoffe, supérieure. Jusqu'à ce que la justice tranche, et jusqu'à ce que ces hommes distingués d'Europe donnent leur avis, la question de la dette ne sera pas le sujet des négociations.

Et pourtant il existe des négociations, longues, laborieuses, complexes, embrouillées, d'une portée considérable sur la vie des Égyptiens, qui se sont déroulées et se déroulent encore, tandis que le peuple égyptien tout entier reste suspendu entre l'espoir et la crainte, ne sachant si ces négociations aboutiront au succès, le laissant vivre, ou à l'échec, le menant à sa ruine.

Vous ne trouverez pas un seul Égyptien, vous ne lui parlerez pas, sans voir son esprit tout entier occupé, son cœur tout entier absorbé, par ces négociations dont le succès ou l'échec décide du sort de ces millions de gens qui vivent sur les rives du Nil. Voulez-vous savoir ce que sont ces négociations ? Quel besoin même de le demander, quand vous les connaissez déjà entièrement, quand vous en suivez les nouvelles et en épiez les tournures du matin au soir, parce que vous êtes égyptien, et que tous les Égyptiens, sans exception, sont l'otage de ces négociations.

Vous avez donc appris que ce sont là les négociations en cours entre le ministère, ou entre deux membres du ministère, et le Parti du Peuple.

Et ces négociations présentent des particularités qui les distinguent de toutes celles qui les ont précédées, et de toutes celles qui pourraient les suivre. La source de ces particularités réside dans les circonstances qui ont fait tomber un ministre et en ont installé un autre à sa place, et qui ont suscité, dans le Parti du Peuple, un trouble dont on peut dire, au moins, qu'il distrait l'affligé. Le fondateur et chef du Parti du Peuple, l'homme qui lui avait insufflé la vie, fut renversé, et à sa place fut installé un homme qui avait été membre du parti et son chef adjoint, et qui avait été ministre ; lorsqu'il fut écarté du ministère, il s'écarta lui-même du parti, et lorsqu'il fut élevé à la présidence du Conseil, il se réintégra lui-même au parti.

Sidqi Pacha n'accepta pas son départ du parti quand il le quitta, et ne fut pas satisfait de son retour au parti quand il y revint ; mais la porte du parti reste ouverte pour Abdel Fattah Yehia Pacha, qui en sort quand il veut et y entre quand il choisit, et le portier détourne les yeux de lui à son

départ, contraint de l'accueillir et de se lever pour lui à son retour. Le portier croyait pouvoir fermer la porte au nez de tout autre que ce membre autoritaire, qui ne fait guère cas des portiers, bien qu'il lui arrive parfois de leur témoigner quelque bienveillance.

Pour une raison ou une autre, le chef du Parti du Peuple s'imagina pouvoir exclure du parti deux hommes qui avaient travaillé avec lui au ministère, puis avaient travaillé avec son rival, sans se soumettre à l'avis de leur propre chef. Ces deux hommes en furent contrariés et s'y opposèrent, et leur nouveau chef se solidarisa avec eux, et le reste des ministres, indépendants comme unionistes, se solidarisa aussi avec eux ; et le Parti du Peuple et son chef regardèrent, et voici qu'ils se trouvaient d'un côté la guerre, et de l'autre le ministère, et le chef du Parti du Peuple, Sidqi Pacha, s'imagina que l'affaire était entre ses mains, qu'il pouvait non seulement révoquer ces deux ministres, mais aussi faire tomber leur ministère tout entier — si Dieu le voulait — une fois le parlement réuni. Mais le président du Conseil secoua la tête, haussa les épaules, dessina sur ses lèvres un sourire non moins beau, non moins charmant, que celui de son grand rival, et attendit.

Il n'incita personne parmi les députés et les sénateurs ; il ne lança contre eux ni le ministre de l'Intérieur ni les hommes de l'administration ; il ne songea jamais à appeler un seul membre du parti à le soutenir et à se rallier à lui ; il se contenta de secouer la tête, de hausser les épaules, de sourire, et de dire : je suis le président du Conseil. Et voilà que certains se présentaient, que certains prononçaient des discours, sans que personne ne les eût invités à se présenter ni à parler ; que certains présentaient des excuses, sans que personne ne leur eût demandé de s'excuser, et sans que personne ne leur en fît le moindre reproche.

Et il y eut une pétition — je vous l'assure avec toute confiance : personne ne l'écrivit, personne ne la dicta, personne n'en prépara les pages, personne n'y fit courir une plume, personne n'y versa une goutte d'encre — et pourtant les membres du Parti du Peuple regardèrent, et la voilà, comme si elle avait jailli de la terre ou était descendue du ciel, portée par l'air avec délicatesse et légèreté, avec grâce et habileté, flottant autour d'eux. Nul ne la voit, nul ne la sent, elle ne frappe à aucune porte, ne déchire aucun voile ; un membre du Parti du Peuple regarde simplement, et trouve devant lui une feuille de papier posée, et entend une voix cachée s'agiter au fond de son âme, que nul autre n'entend, lui disant : signe cette pétition, car c'est un soutien pour le président du Conseil. Et avant même que ce membre du Parti du Peuple

n'ait le temps de réfléchir ou de peser la chose, l'air délicat, fin et gracieux a déjà apporté un encrier et une plume, trempé la plume dans l'encre, placé la plume dans la main du membre, et guidé cette main pour y écrire son nom honoré.

Puis la pétition se retire, s'éloignant, la plume à sa droite, l'encrier à sa gauche, riant, et eux aussi rient, et elle dit, et ils disent : Sidqi Pacha apprendra que la présidence du Conseil commande une armée d'air qui contraint les membres à signer leurs noms. Et cette pétition continue de quitter une maison pour entrer dans une autre, de quitter une réunion pour rejoindre une autre, jusqu'à atteindre un membre du Parti du Peuple qui aime le parti, aime les ministres, honore le nouveau chef, et prend en pitié l'ancien. Dès qu'il voit cette étrange délégation arriver, portée sur des ailes d'air, la plume à droite, l'encrier à gauche, une feuille de papier étalée entre les deux, il récite la sourate de la Sincérité et les deux sourates de Refuge, ainsi que le Verset du Trône, et se lève sur-le-champ, jurant qu'il médiera, qu'il réglera, par la négociation et la bonne volonté, ce que les soldats de l'air veulent régler par la ruse et l'astuce.

Et c'est à partir de ce moment que les négociations ont commencé, et les journaux nous disent qu'elles avancent de manière satisfaisante vers la réconciliation, retenues seulement par certaines formules où abondent les propos et les bavardages, les changements et les modifications, les interprétations et les réinterprétations, où l'esprit du ministre des Traditions joue un rôle, de près ou de loin. Il semble que la soirée ne s'achèvera pas sans que les négociations ne se terminent par le triomphe du ministère, la soumission du Parti du Peuple, et le retour des deux ministres révoqués dans le giron, tout comme le président du Conseil lui-même y était retourné après avoir démissionné.

Et il semble que ce triomphe soit chose acquise, car ces soldats invisibles, ces soldats de l'air, qui portent la plume à droite et l'encrier à gauche, et étalent la pétition entre les deux, n'ont pas déposé les armes, ni pris de repos ; ils restent en pleine force, débordants d'énergie, prêts à avancer si Sidqi Pacha ne se soumet pas franchement. Et qui pourrait aider Sidqi Pacha à résister à ces soldats aériens, qu'aucune main ne peut atteindre, qu'aucun œil ne peut voir, mais qui sont capables de mouvoir les mains et de fermer les yeux ?

Et la conduite de ces soldats est étrange, car ils n'ont montré d'activité décisive et résolue que depuis quelques jours seulement, lorsqu'un navire a accosté à Alexandrie, puis a repris la mer ; les gens

s'imaginent que ces soldats de l'air devaient passer l'été dans quelque ville d'outre-mer, ou d'outre-océan, jusqu'à ce que, une fois rassasiés de leur estivage, ils soient revenus en Égypte, et qu'ayant vu ce qu'ils ont vu et entendu ce qu'ils ont entendu, ils se soient levés pour redresser le tors, corriger la dérive, et réconcilier les rivaux. Et ils ont réussi — ou réussiront — une fois le conseil d'administration du Parti du Peuple réuni ce soir.

Ainsi le ciel s'éclaircira, les problèmes se dissoudront, et le Parti du Peuple prendra en charge le gouvernement en dépit de lui-même, et le chef démissionnaire soutiendra son cher ami, le nouveau président du Conseil, avec joie, ravi de son propre soutien, et portera les charges du gouvernement, après en avoir été écarté pour la seule raison qu'il est un grand homme, fait pour porter des charges, qui ne les fuit que pour qu'elles le poursuivent. Ainsi Abdel Fattah Yehia Pacha triomphera, et Sidqi Pacha sera contraint d'être son soutien et son appui ; mais la question que les gens se posent les uns aux autres, en attendant une réponse qu'ils semblent peu susceptibles de recevoir avant la fin de l'année, est celle-ci : quelle est l'affaire de ces soldats aériens ? Resteront-ils encore longtemps stationnés en Égypte, ou partiront-ils pour quelque autre pays d'Orient, ou d'Occident, avant la fin de l'année ?